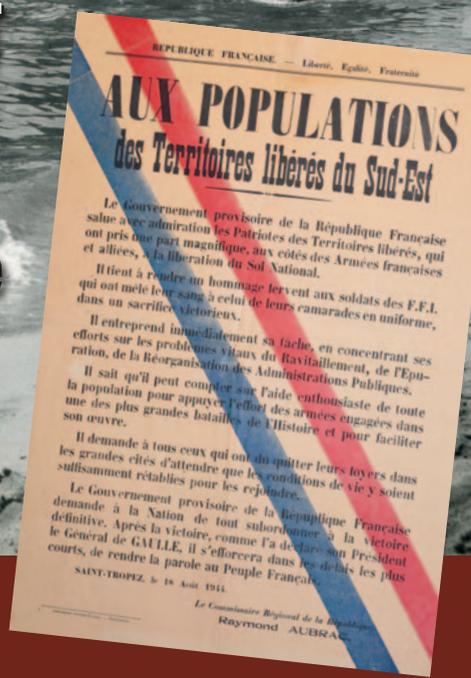




LE DÉBARQUEMENT DE PROVENCE, de la Résistance au retour de la République



Guide de visite de l'exposition

La préparation du Débarquement

C'est lors de la conférence américaine de Québec, en août 1943, que la décision d'un débarquement en Provence est prise. Cette opération nommée *Anvil-Dragoon* se déroulera sous le commandement du général américain Alexander Patch ; le général de Lattre de Tassigny, quant à lui, commandera les forces françaises.

Les objectifs de cette opération sont de bloquer l'armée allemande afin de pouvoir tout d'abord libérer le territoire – et notamment récupérer les ports de Toulon et Marseille essentiels au ravitaillement des troupes – puis, en longeant le Rhône, de rejoindre les forces de l'opération *Overlord* débarquées en Normandie.

La Résistance se prépare dès l'annonce du Débarquement de Normandie, mais elle doit faire face, presque seule, à une situation imprévue et particulièrement difficile car l'importance stratégique de la zone n'échappe à personne. Cet engagement précoce, encouragé par l'espoir d'un débarquement allié immédiatement après celui de Normandie sur les côtes méditerranéennes, est source de grosses difficultés pour la Résistance varoise. Les Allemands réagissent soit directement, soit par milice interposée, contre le village d'Aups et le Plan de Canjuers autour duquel gravitent les principaux maquis du Haut-Var (maquis Vallier, camps Francs-tireurs et partisans - FTP Robert et Valcelli). Ils sont la cible de plusieurs expéditions entre juin et août 1944, provo-

Le Débarquement

L'opération *Dragoon* démarre le 15 août 1944. Moins connu que le Débarquement de Normandie du 6 juin précédent, le Débarquement de Provence avait pour objectif de prendre les Allemands entre le marteau normand et l'enclume provençale d'où le nom d'origine de l'opération, *Anvil* (l'enclume).

Tout débute par la neutralisation des batteries des îles d'Hyères, aux environs de minuit, tandis que les commandos d'Afrique du général Bouvet s'emparent du cap Nègre (commune du Lavandou).

quant plusieurs dizaines de morts, maquisards ou non. Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) de Siou Blanc sont parvenus à temps à se disperser (en perdant 10 hommes), mais l'état-major départemental est désorganisé, les plans éventés et les résistants démoralisés. C'est non loin de là, à Signes, que sont exécutés, les 18 juillet et 12 août, trente-huit résistants, souvent des figures importantes de la Résistance provençale, victimes du SD de Marseille et de la trahison d'un officier parachuté. La Résistance sera un soutien précieux pour les Alliés qui vont lui confier des actions afin de « préparer le terrain » du 15 août 1944 : destruction et sabotage des voies et moyens de communication des forces allemandes, de leur terrain d'aviation, attaques de leurs dépôts d'armes et de carburants, etc. Les parachutages d'armes (Est-Var, La Motte, Le Muy et le secteur de Brignoles surtout) s'intensifient accompagnés par l'arrivée de missions venant d'Alger.

De nombreux bombardements alliés touchent, au printemps 1944, un grand nombre de villes de la région faisant beaucoup de victimes au sein de la population. Toulon voit une dizaine de bombardements entre novembre 1943 et la préparation du Débarquement. La population est contrainte d'évacuer vers l'arrière-pays. La Résistance est en plein essor.

Le 14 août, veille du débarquement en Provence, la BBC diffuse depuis Londres les derniers messages attendus par les FFI : « *Nancy a le torticolis* », « *Gaby va se coucher dans l'herbe* », et le dernier « *le chasseur est affamé* ».

Le Débarquement en Provence est lancé !

Vers 4 heures du matin, 400 avions larguent plusieurs milliers de parachutistes alliés au-dessus de la vallée de l'Argens permettant la libération de La Motte.

Vers 8 heures, les bateaux alliés ont accosté sur le littoral, de Boulouris (commune de Saint-Raphaël) au Rayol. Le Débarquement, assuré par le corps d'armée du général Truscott, s'organise sur trois secteurs : Alpha à l'ouest (Ramatuelle-Cavalaire, 3^e division d'infanterie américaine, la DIUS), Delta au centre (Sainte-Maxime, 45^e DIUS) et Camel à l'est (Saint-Raphaël, 36^e DIUS).

En fin de journée, le constat est simple : les défenses allemandes n'ont pas résisté et surtout 100 000 hommes des forces alliées ont débarqué et établi une percée autour de Fréjus. Les résistants jouent un rôle actif en préparant le terrain par des coups de feu mais surtout en guidant les soldats alliés parachutés ou débarqués.

Commandé par le général Patch, le Débarquement intègre dans la 7^e Armée américaine les troupes françaises

de l'armée B du général de Lattre de Tassigny, qui débarquent à partir du 16 août. Fortes de 260 000 hommes, elles sont constituées de cinq divisions d'infanterie, deux divisions blindées, des groupements de tabors et des éléments de réserve non endivisionnés. Parmi eux, se trouvent les membres du corps expéditionnaire victorieux en Italie et des soldats qui ont embarqué en Afrique du Nord : soldats musulmans d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, troupes venues d'Afrique-Occidentale française, d'Afrique-Équatoriale française, etc. Ces opérations conjointes sur la côte et dans les terres ont permis de libérer le Var en quelques jours, le général de Lattre de Tassigny installant son poste de commandement à Cogolin dès le 17 août.



Le général de Lattre de Tassigny, commandant l'Armée B, le général de Laminat, son adjoint et le général Carpentier, commandant la 2^e DIM (Division d'infanterie marocaine) sur le pont du paquebot « S. S. Batory », s'apprennent à débarquer. ECPAD, Terre 265-5949.

En couverture : des camionnettes descendent d'une péniche de débarquement lors de l'accostage des forces américaines en Provence. 7^e armée, 3^e division. 15 août 1944. NARA 111-SC-192870

La Libération

Dans les jours qui suivent le 15 août, la libération du Var et de la Provence s'organise. Ces opérations ont été menées à la fois par les troupes alliées tout juste débarquées et par les résistants varois.

Partout, l'avancée est rapide, beaucoup plus qu'en Normandie. Les contre-offensives allemandes, en particulier à Draguignan, ne freinent pas l'offensive massive et rapide alliée. Dans le chef-lieu du département de l'époque, les soldats allemands mettent le feu aux casernes, à la poudrière et aux dépôts de vivres. Les gendarmes et les résistants dracénois, aidés d'un détachement FTP et de parachutistes, combattent les Allemands et parviennent à libérer la ville. Si Aix-en-Provence est libérée le 21 août, suivie de Salon-de-Provence, Arles et Avignon, les forces allemandes repliées sur les ports stratégiques de Marseille et Toulon reçoivent pour ordre de tenir « jusqu'à la dernière cartouche ». À partir du 18 août, les bombardiers alliés attaquent à plusieurs reprises la presqu'île de Saint-Mandrier, lieu de retranchement des Allemands. La rade et la ville de Toulon connaissent alors une campagne intensive de bombardements de la part des Alliés.



Soldats alliés sur un véhicule blindé dans les rues de Six-Fours-les-Plages fin août 1944. ADV, 36 Fi 256

Le 23 août, résistants et libérateurs alliés se rejoignent dans le centre-ville de Toulon, la ville sera libérée trois jours plus tard, après des combats intenses. Le général de Lattre de Tassigny a alors pleinement conscience de l'avancée phénoménale de ses troupes. Il faudra toutefois attendre le 28 août et la capitulation du contre-amiral Ruffus pour que la rade de Toulon soit pleinement libérée.

La Libération s'est accompagnée partout de mouvements de foule qui donnent à ces journées une couleur et un entrain dignes d'autres épisodes révolutionnaires. L'enthousiasme est le maître-mot qui revient sous toutes les plumes.

Les dissensions internes aux mouvements de la Résistance connaissent une pause, de courte durée, la Libération consacrant l'unité retrouvée.

La Résistance au pouvoir

La Libération s'accompagne du rétablissement immédiat de la République. L'un des premiers actes des résistants au pouvoir est de rétablir sa symbolique. Le 19 août 1944, le préfet par intérim diffuse ainsi une note de service pour que l'on procède « *le plus rapidement possible à l'enlèvement [...] de tous portraits, affiches et autres arques (sic) distinctives de la France asservie [et pour que l'on retrouve] les emblèmes de la République française en disgrâce jusqu'au jour de la Libération.* »

La veille, Raymond Aubrac, commissaire de la République pour la région débarque à Saint-Tropez, suivi du général Cochet, commandant les FFI de la zone Sud depuis le 1^{er} août. Il s'initie à la réalité régionale qu'il va devoir affronter.

Sorte de comité de salut public, le Comité départemental de la Libération (CDL) s'est mis au travail avec ardeur, oubliant les déchirements des mois précédents.

Le 28 août, le département est à peine entièrement libéré, mais l'ensemble des institutions nouvelles est en place. Tandis que les troupes débarquées ne cessent de le traverser, commence le temps de la reconstruction pour les représentants de la Résistance écrasés de responsabilités. Le même jour, quelques heures après la reddition allemande, les nouvelles autorités départementales assistent au défilé de la victoire, en compagnie de plusieurs généraux.

Après de nouveaux défilés le 1^{er} et le 14 septembre, après les manifestations qui marquent l'arrivée de la marine de la France libre dans la rade, le 13, c'est l'apothéose du 15 septembre avec la venue du général de Gaulle. Le cycle des cérémonies fondatrices se termine le 17 avec le grand rassemblement patriotique organisé par le CDL.

La Résistance affirme sa fidélité au gouvernement provisoire et son désir de rétablir la démocratie électorale.

L'espoir d'un monde nouveau

La période qui suit la Libération connaît pendant quelques mois une mobilisation démocratique rare dans l'histoire contemporaine de la France. La participation à la vie publique est exceptionnelle. La rédaction de « cahiers de doléances » communaux à l'initiative du Conseil national de la Résistance, relayée par les Comités départementaux de Libération (CDL), en fournit une démonstration. Des milliers de cahiers ont été rédigés dans tout le pays, en deux vagues.

La première vague de textes est suscitée par la convocation par le CNR, à Paris, de « l'assemblée nationale des comités départementaux de la Libération », les 15 et 16 décembre 1944. En dépit d'un contexte difficile et d'un délai court, 43 communes au moins fournissent les « cahiers de doléances » demandés.

La deuxième vague de ces cahiers date de juin 1945. Elle concerne cette fois-ci plus de 70 communes. Un congrès départemental se réunit le 24 juin afin de désigner les représentants du Var aux États généraux de la Renaissance française qui doivent se tenir à Paris du 10 au 13 juillet. Ces délégués doivent porter la synthèse des cahiers varois.

La préoccupation première, y compris en zone rurale, est donc au ravitaillement et, en particulier, à la fourniture de lait pour les enfants. Les entraves à la circulation des produits exaspèrent. On souhaite la libre disposition d'une partie des productions locales ou familiales (huile d'olive et vin). On s'inquiète beaucoup pour le fourrage destiné aux chevaux.

La deuxième revendication relève du même horizon d'urgence. C'est le rétablissement rapide des communications routières et ferroviaires. Les propositions communales sont souvent très précises, indiquant les ponts à reconstruire, les liaisons à assurer, les fréquences souhaitées, en particulier avec Toulon.

Dans ce même cadre des nécessités de l'heure, s'ajoute l'épuration de tous ceux qui sont considérés comme responsables de la situation et qui entraveraient le changement souhaité : ravitaillement général et fonctionnaires ayant servi docilement Vichy, trafiquants du marché noir et transporteurs abusant de leur pouvoir.

La place occupée par les questions scolaires ou périscolaires est significative des aspirations ordinaires, à une époque où le cursus s'arrête au certificat d'études.



1^{er} page du cahier du Revest-les-Eaux ADV, 45 J 53. Cahier recensant les doléances et espoirs de la population de la commune du Revest-les-Eaux en vue de les transmettre aux États généraux de la Renaissance française.

L'épuration

En cette période sensible, au cours de la reconstruction, la population a rapidement souhaité « épurer » la société des collaborateurs de Vichy. On peut constater dans les cahiers de doléances qu'au-delà de l'aspect matériel, la volonté est vraiment de se reconstruire en tant que société, sans les collaborationnistes. Les journaux aussi témoignent de leur volonté d'épuration à différents niveaux.

L'ordonnance du 26 août 1944 définit le crime d'indignité nationale. En sont coupables non seulement les adhérents aux groupes collaborationnistes mais également toutes les personnes ayant occupé une fonction de direction dans les services du gouvernement de Vichy.

L'épuration dite « sauvage » prit fin rapidement et les « collaborateurs » arrêtés sont regroupés au fort Saint-Catherine à Toulon (ouvert dès le 28 août), dans les prisons de Draguignan et Brignoles et au camp d'internement ouvert à cet effet à Bandol, le 11 octobre.

À Draguignan, les autorités résistantes instaurent d'abord un comité d'épuration de l'arrondissement qui travaille du 28 août au 18 octobre. Il instruit 359 dossiers et fait libérer 43 personnes.

Sous l'impulsion du commissaire de la République, la justice se saisit des affaires pour les confier aux tribunaux créés pour les juger, cours de justice et chambres civiles. Raymond Aubrac les instaure dès le 11 septembre. La cour de justice du Var, avec deux sections, à Toulon et Draguignan, commence à fonctionner le 5 octobre 1944, après tirage au sort de 50 jurés sur une liste de 100 noms fournis par les comités locaux de la Libération.



Les commémorations

Les monuments de 1939-1945 ont été construits et inaugurés tout au long de la période ouverte par la Libération et qui n'est toujours pas close, contrairement aux monuments aux morts de 1914-1918 qui eux résultent d'un effort massif, général, concentré dans le temps, principalement entre 1920 et 1923. L'histoire de leur construction illustre la façon dont la période a été perçue et instituée depuis plus de cinquante ans.

On relève trois catégories qui reflètent une sorte de hiérarchie formelle et symbolique : les plaques commémoratives, les stèles et les monuments proprement dits.

Si dans les départements des Alpes-Maritimes et des Alpes de Haute-Provence la Résistance domine dans ces marques de mémoire, la singularité du Var d'un moindre poids de la Résistance s'explique par la place du Débarquement du 15 août et de la bataille pour Toulon.

Trois nécropoles nationales en gardent la mémoire : celle du Rayol-Canadel-sur-Mer où sont inhumés les membres du commando Texier, tombés dans l'assaut du cap Nègre ; celle de Boulouris (commune de Saint-Raphaël), regroupant 464 corps exhumés de plusieurs cimetières varois, inaugurée par le général de Gaulle le 15 août 1964, à l'occasion des 20 ans du Débarquement de Provence ; celle de Signes, au lieu-dit Le Vallon des



Cimetière américain de Draguignan
(*Rhone American Cemetery and Memorial*). ADV, 3364 W 52.

martyrs, commémore les 38 résistants abattus par la Gestapo en juillet et août 1944. On notera enfin la création, dès la Libération, le 19 août 1944, du cimetière américain à Draguignan. Il rassemble près de 900 sépultures de soldats américains morts pendant les combats de la libération du sud de la France. Son nom officiel, *Rhone American Cemetery and Memorial*, témoigne de sa vocation à regrouper des soldats morts dans tout le quart sud-est du pays.



Photographie de Jules Meurey. Passants devant la statue du Génie de la Navigation à Toulon, en partie détruite par les bombardements. ADV, 36 Fi 204.

Reconstruction

Du 24 novembre 1943 aux derniers bombardements du mois d'août 1944, le Var et notamment la ville de Toulon ont subi de nombreux dégâts causés principalement par les bombes alliées. Ces bombardements ont durablement marqué les bâtiments, les corps et les mémoires. Le premier, celui du 24 novembre, est aussi celui qui affiche le plus lourd bilan avec 450 morts, 600 blessés et 12 000 sinistrés. Plus de 500 maisons ont été touchées. Entre La Seyne-sur-Mer et Toulon, ce sont près de 1 000 civils qui périrent.

Après la Libération, les dégâts tant humains que matériels sont là, surtout sur le littoral ; alors que les combats ont cessé tout se fige : les cir-

cuits commerciaux, l'activité des communes, l'acheminement des ravitaillement et des marchandises, le retour impossible dans nombre d'habitations... Les infrastructures (routes, chemins de fer, ports...) sont détruites, de nombreuses installations endommagées et des milliers d'habitations rasées par les bombardements, sabotages ou destructions causés par l'armée allemande et les combats pour la Libération.

Il s'agit alors, pour remettre en marche l'activité économique, de réparer les infrastructures routières et ferroviaires comme les nombreuses installations et de reconstruire des logements pour les milliers de familles à la rue.

Toulon, ville la plus bombardée du Midi et l'une des plus bombardées de France, est sinistrée à 47 % ; le front de la ville basse ouverte sur la Darse vieille est entièrement détruit. Les habitants sont anéantis face aux quartiers en ruines.

Le retour de la République

Le « pouvoir résistant » dure jusqu'au moment où les élections prennent le relais de la cooptation qui a accompagné la Libération.

Le Comité départemental de la Libération siège en permanence dans Toulon libéré, travaillant au rétablissement de l'ordre. Il œuvre en parfait accord avec la nouvelle administration au point de se confondre avec elle les premiers temps, jusqu'au moment où le passage du pouvoir de droit au pouvoir de fait nécessite de clarifier les rapports et les rôles. En effet, ce sont les CDL qui ont désigné les membres des nouveaux conseils municipaux après la Libération.

Les occupants de fait du pouvoir communal (des résistants ou des hommes qui se réclament de la Résistance) sont autorisés à administrer.

Les États généraux ont été l'occasion pour la population de porter ses idées de changement de la société. Ces revendications, les partis politiques vont s'en emparer en vue des prochaines élections. Elles ont pour but d'élire les nouveaux conseils municipaux et se déroulent selon un mode de scrutin majoritaire à deux tours (sauf à Paris).

Mais beaucoup d'électeurs se trouvent dans l'impossibilité de voter car prisonniers en Allemagne. Toutefois, ces élections ont marqué l'Histoire car il s'agit des premiers scrutins où les femmes sont invitées à se prononcer. En effet, le 21 avril 1944, le droit de vote leur avait été accordé par le Comité français de libération nationale, et confirmé par l'ordonnance du 5 octobre sous le Gouvernement provisoire de la République française.

Si elles peuvent désormais voter, elles ne sont pas encore nombreuses sur les affiches des partis politiques, une ou



Liste électorale de Bargemon recensant les électrices de la commune en vue des élections municipales à venir. Dépôt 4 1 W 2.

En couverture : affiche dans laquelle le Commissaire Régional de la République Raymond Aubrac, s'adresse aux habitants du Sud-Est au nom du Gouvernement provisoire de la République française, 18 août 1944. ADV 1 W 157

deux tout au plus et les listes électorales féminines figurent parfois dans un cahier séparé.

Les élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945 ont vu différents partis s'affronter : anciens partis issus de la III^e République (Parti communiste français, socialistes SFIO, Radicaux...) et nouveaux mouvements ou partis (Mouvement de libération nationale, mouvement républicain populaire). Globalement, les partis issus de la Résistance ressortent vainqueurs, socialistes et communistes en particulier. L'ancien député communiste, Jean Bartolini, devient maire de Toulon à l'issue du scrutin et remplace ainsi le socialiste et président du Comité départemental de Libération, Frank Arnal.

L'exposition *Le Débarquement de Provence : de la Résistance au retour de la République* a obtenu le label « 80 ans de la Libération » délivré par la Mission du 80^e anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire

11 JUIN > 31 OCTOBRE 2024

Archives départementales du Var - Pôle Culturel Chabran - 660, bd John Kennedy - Draguignan

Du mardi au vendredi de 8 h 30 à 17 h (fermeture exceptionnelle le 16 août)

ENTRÉE LIBRE - Tél. 04 83 95 83 83 - www.archives.var.fr

